

Extrait du registre des délibérations du

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 31 janvier 2012

Président : Monsieur François de MAZIÈRES (pouvoir de Mme Marie-Annick DUCHÊNE).

Sont présents : M. Claude JAMATI (pouvoir de M. Alain LOPPINET), M. Hervé HOCQUARD, M. Jean-Marc LE RUDULIER, Mme Dominique CONORT, M. Jacques BELLIER, M. Patrick CONFETTI (pouvoir de M. Christophe BOLLENGIER), M. Michel COLIN, M. Jean-François PEUMERY (pouvoir de M. Alain-Michel LAMBERT), M. Bernard DEBAIN (pouvoir de M. Christian MAMY), M. Gilles PANCHER (pouvoir de M. Olivier FRAUDEAU), Mme Stéphanie BANCAL, Mme Françoise GUYARD, M. Christian JOUANE (pouvoir de Mme Véronique BANULS), M. Alain-Louis MIE, M. Jean-Philippe MALLÉ (pouvoir de M. Olivier COLLO), Mme Martine ARNAL (pouvoir de M. Claude VUILLIET), M. Alain ERNIE, M. Jean-Roch GAILLET, M. Jean-Luc PESSEY, M. Kamel EL FEDIL, Mme Roselyne LECOMTE (pouvoir de M. Pierre-Yves STUCKI), Mme Pascale RENAUD, M. Gilles CURTI, M. Ludovic JAMET, Mme Frédérique KIBLER, Mme Catherine LAPORTE-WEYWADA), M. Philippe LEQUAIN, Mme Odile GUERIN, M. Jean-Michel DESCH, M. Marc EMONET, M. Jean-Philippe BARRET, M. Philippe NOYER, Mme Dana SOLECKI, Mme Daniella TROCHU, M. Guy HEMET, M. Alain NOURISSIER, M. Thierry VOITELLIER, M. Michel BANCAL, M. Jean-Marc FRESNEL, Mme Magali ORDAS (pouvoir de Mme Marie BOELLE), M. Laurent DELAPORTE, Mme Martine SCHMIT (pouvoir de M. Arnaud MERCIER), Mme Liliane HATTRY, M. Erik LINQUIER, Mme Anny BOURACHOT-ROUCAYROL, M. Hervé FLEURY, M. François LAMBERT, Mme Christine de la FERTE, Mme Marie SENERS, M. Jean-Michel ISSAKIDIS, M. Jean GUILBERT, M. Roland de HEAULME, Mme Pascale ROCHERON (pouvoir de M. Olivier LEBRUN), M. Michael THOMAS.

Absents excusés : M. Claude VUILLIET (pouvoir à Mme Martine ARNAL), M. Olivier LEBRUN (pouvoir à Mme Pascale ROCHERON), M. Alain LOPPINET (pouvoir à M. Claude JAMATI), Mme Véronique BANULS (pouvoir à M. Christian JOUANE), M. Olivier COLLO (pouvoir à M. Jean-Philippe MALLÉ), M. Georges DUTRUC-ROSSET, M. Pierre-Yves STUCKI (pouvoir à Mme Roselyne LECOMTE), Mme Nathalie KRAMER, M. Alain-Michel LAMBERT (pouvoir à M. Jean-François PEUMERY), M. Christian MAMY (pouvoir à M. Bernard DEBAIN), M. Frédéric BUONO (pouvoir à Mme Daniella TROCHU), M. Olivier FRAUDEAU (pouvoir à M. Gilles PANCHER), M. Christophe BOLLENGIER (pouvoir à M. Patrick CONFETTI), Mme Marie-Annick DUCHÊNE (pouvoir à M. François de MAZIÈRES), M. Michel SAPORTA, Mme Marie BOELLE (pouvoir à Mme Magali ORDAS), M. Arnaud MERCIER (pouvoir à Mme Martine SCHMIT).

Secrétaire de séance : M. Kamel EL FEDIL
Date de convocation : 24 janvier 2012

Date d'affichage de la convocation : 24 janvier 2012

Nombre de conseillers en exercice : 72
Nombre de membres présents : 55

N° de l'ordre du jour :

2012.01.26 : Convention de partenariat conclue par Versailles Grand Parc avec la confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME 78) dans le domaine de l'accompagnement, de la création, de la reprise et de la jeune entreprise.

□ M. Gilles PANCHER, rapporteur, donne lecture de la délibération.

Vu les statuts de la communauté d'agglomération de Versailles Grand Parc ;

Vu la délibération n°2010-02-02 du 10 février 2010 relative à la définition de l'intérêt communautaire en matière de développement économique et de politique de la ville ;

Vu l'article L 5216-5 du code général des collectivités territoriales précisant les compétences d'une communauté d'agglomération et leurs conditions d'exercice, notamment la compétence développement économique ;

Vu l'arrêté des préfets des Yvelines et de l'Essonne en date du 29 décembre 2006 portant définition de l'intérêt communautaire en matière de développement économique ;

Vu l'article L 5216-8 du code général des collectivités territoriales précisant les dispositions financières des collectivités territoriales ;

Versailles Grand Parc et la CGPME 78 décident de mettre en commun leur savoir-faire et leurs moyens au profit d'objectifs qu'elles partagent au service des entreprises du territoire de VGP, en privilégiant les axes suivants :

- la connaissance du territoire et des entreprises,
- la valorisation du territoire et l'implantation des entreprises,
- l'animation du territoire et des réseaux d'entreprises.

Contributions des partenaires

La concrétisation de ces orientations se traduit par une première fiche action et par un programme de travail établi conjointement en début de chaque année. Des fiches actions nouvelles pourront être rajoutées au cours de la durée de la convention, après approbation par les deux parties.

Les contributions des parties à la réalisation de chacune des actions peuvent être humaines, techniques et financières.

La première fiche action prévue est la suivante :

Contribution de la CGPME 78 à la pépinière d'entreprises de Versailles Grand Parc.

- La CGPME 78 met tout en œuvre pour promouvoir la pépinière auprès de ses interlocuteurs « porteurs de projet », notamment lors des conférences « esprit d'entreprises » qu'elle organise chaque semestre, après accord de Pôle Emploi, dans les locaux de la pépinière.
- La CGPME 78 participe à l'identification et à la préparation des créateurs d'entreprise désirant intégrer la pépinière.
- La CGPME 78 propose aux jeunes entreprises hébergées une adhésion CGPME 78 « spéciale jeune entreprise » pendant toute la durée de l'hébergement dans la pépinière, donnant accès aux services d'accompagnement de la CGPME 78.
- La CGPME 78 organise des réunions d'information thématiques pour ses adhérents, ouvertes aux entreprises de la pépinière.

Durée, renouvellement

Cette convention prend effet à compter de sa signature pour une période de trois ans. Elle pourra être renouvelée à l'issue de cette période. Toutefois, afin de déterminer les modalités de ce renouvellement, les parties se réuniront trois mois avant la date d'échéance de la convention.

Communication, diffusion des études et des outils

VGP et la CGPME 78 veilleront à entretenir des échanges d'information constants portant sur les décisions ou prises de position pouvant concerner ou intéresser l'un des partenaires.

VGP et la CGPME 78 s'attacheront à ce que le public et les entreprises puissent, dans le cadre du partenariat, identifier le rôle et la contribution de chacun.

Tout ou partie des études réalisées et des outils mis en commun, dans le cadre du partenariat, pourront être diffusés à un tiers, après accord préalable des deux parties. Cette diffusion pourra être gratuite ou onéreuse.

Sur l'ensemble des documents, objet de la diffusion et quelque soit le support utilisé, doivent figurer les logos des deux partenaires et être précisées les conditions dans lesquelles s'exerce cette diffusion.

Pilotage, suivi et évaluation des actions

Un interlocuteur unique assure, chez chacune des parties contractantes, la coordination des actions. Il assure à ce titre une fonction de référent et de facilitateur. Pour la CGPME 78, l'interlocuteur est le secrétaire général ou un membre de son conseil d'administration.

Pour VGP, l'interlocuteur est le directeur de la pépinière, placé sous l'autorité du directeur du développement économique de VGP.

Par ailleurs, afin de rechercher la meilleure efficacité à leur partenariat, VGP et la CGPME 78 constituent un comité de pilotage composé :

- du Président de VGP ou de son représentant,
- du Président de la CGPME 78 ou de son représentant,
- du directeur général des services de VGP ou de son représentant,
- du secrétaire général de la CGPME 78 ou de son représentant,
- du directeur du développement économique de VGP, ou de son représentant.

Le comité de pilotage se réunira sur toute demande d'une des parties et en tout état de cause au moins une fois pendant la durée de la convention et au plus tard trois mois avant sa date d'achèvement. Ce même comité de pilotage pourra envisager les conditions de renouvellement de la convention.

En complément, il est prévu un comité de suivi réunissant au moins le secrétaire général de la CGPME 78 ou un membre de son conseil d'administration, le directeur du développement économique de VGP et le directeur de la pépinière, pour les actions relevant de la pépinière.

En concertation avec leur hiérarchie respective, et en fonction des besoins exprimés par VGP ou la CGPME 78, ce comité de suivi se réunira aussi souvent que nécessaire pour :

- établir le programme de travail annuel,
- identifier les actions devant faire l'objet d'une fiche,
- suivre l'avancement et la réalisation de chacune des actions prévues dans les fiches actions et le programme de travail annuel,
- veiller à ce que les deux parties soient exactement et complètement informées de l'état d'avancement des actions mises en œuvre.



Après avoir entendu l'exposé du rapporteur,

le Conseil communautaire :

- 1) *adopte les termes de la convention de partenariat entre la communauté d'agglomération de Versailles Grand Parc et la CGPME 78 ;*
- 2) *autorise le Président ou son représentant à signer ladite convention ainsi que tous documents y afférents.*

Monsieur le Président soumet la délibération au vote du Conseil communautaire.

Nombre de votants : 55

Suffrages exprimés : 69 (incluant les pouvoirs).

Le projet de délibération mis aux voix est adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.

Pour le Président,
Par délégation,



Alain FAUVEAU

Directeur Général des Services

PREF. 78

13-02-12